



COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION LOCAL

23/01/2023

14H

Madame la Présidente,

Les gouvernements successifs ont toujours considéré la DGFIP comme un réservoir privilégié d'emplois à supprimer : près de 50 000 entre 2002 et 2023 !

Alors quand le ministre et la DG se félicitent de n'avoir, cette année, que 850 suppressions supplémentaires d'emplois à la DGFIP, s'agit-il d'une touche d'humour, tout à fait déplacée, ou bien d'une vraie provocation ?

Pour exemple, ce chiffre équivaut à exterminer la totalité des agents de la Vienne (la DDFIP, les services informatiques Poitiers Touffenet et la direction des créances spéciales du Trésor de Châtelleraut) en éradiquant le département de la carte de la DGFIP.

D'autant que, moins nous sommes nombreux, et plus une suppression d'emploi fait mal ! C'est montrer bien peu de considération envers les collègues et envers ce que devraient être nos missions de service public.

Faudrait-il applaudir lorsque la DG estime unilatéralement à « uniquement » 2 000 emplois temps plein (ETP), les gains de productivité liés à la suppression de la TH sur les résidences principales, à la suppression de la contribution à l'audiovisuel public, au recours à l'intelligence artificielle, au NRP, au zéro cash, à l'API management, à la GMBI, au E-enregistrement, au Foncier innovant...

Un gigantesque plan social, auquel il faut ajouter dans la même période d'importantes réformes dans les missions et l'organisation même des services ! Et tout cela dans le plus grand silence, alors même que les gouvernements qui se sont succédés sur cette période ont fait semblant de s'émouvoir lorsqu'une entreprise privée décidait de licencier ses salariés.

Ce sont les catégories B et C qui paient le plus lourd tribu, puisqu'elles supportent respectivement 24,5 % et 70 % des suppressions d'emplois.

Avec son raisonnement imperméable à toute notion de condition et de sens au travail, de qualité du service rendu, de rôle des missions fiscales, comptables et foncières...

Le gouvernement, les ministres et la DG mènent la DGFIP à sa perte. Et en plus, ils se permettent une ultime provocation en lui assignant la gestion des « chèques carburant », comme si ses agents se tournaient les pouces en attendant du travail !

Le bilan est très lourd pour notre direction, puisqu'au total 10 emplois (- 4 IDiv CN – 1B - 6 C) manqueront alors que nos services sont déjà à l'os.

La CGT, comme chaque année, n'est pas dupe des arguments agités par la DG, et que vous relayez complaisamment, pour justifier la paupérisation de notre administration. Faux semblants, langue de bois et enfumage en sont les maîtres mots.

Cette année vous avez donc choisi de sabrer sauvagement dans les SIP, grâce, ou plutôt à cause des soi-disant gains de productivité issus de la fin de la taxe d'habitation et de la redevance

Pour conclure, la CGT vous rappelle que, derrière les lignes des tableaux excel/calc, il y a des êtres humains. L'incertitude permanente sur la pérennité de nos structures, de nos missions et de nos emplois se fait plus anxiogène chaque année et pousse certains de nos collègues à quitter notre administration. Régulièrement, des agents sont expulsés de services dans lesquels ils se sont investis et ont laissé une part d'elles-mêmes ou d'eux-mêmes.

Ce qu'il y a de bien avec l'intelligence artificielle, c'est qu'elle est imperméable à l'émotion. Sachez que la souffrance des collègues victimes du rouleau compresseur des restructurations n'a elle, rien d'artificielle !

Pour ces raisons, la CGT, a décidé de boycotter ce CSAL emplois.

Le rôle des élus n'est pas de cautionner les suppressions d'emplois, qui ont des impacts néfastes pour nos missions, conditions de travail et l'exercice d'un véritable service public.

La CGT Finances Publiques 86